

FONDATION JOBS FOR AFRICA

MISE EN OEUVRE DU LIVRE BLANC POUR L'EMPLOI EN AFRIQUE SOMMET AFRICAIN POUR L'EMPLOI ET LES COMPÉTENCES

Alger, Algérie, les 22-23 avril 2017

MANDAT

Contexte

[La Fondation Jobs for Africa](#) (JfA) est une initiative de l'Organisation internationale des Employeurs (OIE) et de Business Africa qui a été lancée le 3 novembre 2016 à Genève. Elle est le résultat de la Task force des employeurs africains sur l'emploi et l'employabilité, dont le principal objectif est de soutenir la croissance économique et d'accélérer le rythme de la création d'emploi sur le continent afin d'absorber les millions de jeunes africains arrivant chaque année sur le marché du travail.

Le chômage des jeunes est une des principales préoccupations en Afrique parce que la croissance africaine ne s'est pas traduite par plus d'emplois ou de meilleurs emplois. La baisse des prix des matières premières, l'insécurité liée au terrorisme, les effets de la pandémie du virus Ebola, les conflits entre états et le changement climatique ont contribué à une détérioration de la croissance économique et à aggraver la situation de l'emploi. Le chômage touche 44,8% des femmes et 24,9% des jeunes hommes. Chaque année près de 3.000 jeunes meurent en Méditerranée, en espérant trouver des opportunités en Europe. Certains sont recrutés par des groupes extrémistes violents. La priorité absolue est de s'attaquer aux causes profondes de la migration et de l'extrémisme.

C'est pour cette raison qu'il est urgent et impératif de créer des emplois en Afrique. Il est indispensable de soutenir des activités orientées vers la transformation économique, la valeur ajoutée et le développement de secteurs fortement créateurs d'emploi ainsi que des activités visant à renforcer les compétences, l'apprentissage tout au long de la vie et l'employabilité. Il faut développer les politiques de l'emploi de manière globale, en se basant sur une vision commune entre travailleurs, employeurs et gouvernements.

La Fondation *Jobs for Africa* est soutenue par les travailleurs africains de la Confédération Syndicale Internationale (CSI), CSI-Afrique et l'Organisation de l'Unité Syndicale Africaine (OUSA). Elle a aussi reçu le ferme soutien des gouvernements africains dans le cadre de la Commission de l'Union africaine (CUA).



Outre le rapprochement entre employeurs, syndicats et gouvernements africains, la Fondation *Jobs for Africa* cherche à mobiliser et à construire des partenariats avec des entreprises et des organisations internationales en Afrique, actives dans la création d'emploi. Les entreprises sont conscientes du fait qu'une main d'œuvre compétente et un environnement propice à la création d'emploi conduisent aux principaux objectifs commerciaux, à la productivité et à la rentabilité. Les travaux initiaux de la Fondation ont été soutenus par *Business Africa*, *Safaricom* et le *McKinsey Institute*.

L'initiative de la Fondation a également pu compter sur le soutien important de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Le premier Sommet de Casablanca qui a mené à la [Déclaration de Casablanca](#) a été financé par le Département des Politiques de l'Emploi du BIT. D'autres départements du BIT ont également joué un rôle actif comme le Programme des Activités Sectorielles et le Bureau des Activités pour les Employeurs. Le deuxième Sommet de Casablanca, en 2015, a conduit à l'adoption du [Livre Blanc pour l'Emploi en Afrique](#). Il a été organisé avec le concours du Bureau Régional de l'OIT en Afrique et du Bureau de Pays de l'OIT à Alger. L'initiative a également reçu récemment le soutien du Département des Compétences du BIT, parce que la promotion de l'employabilité est essentielle. Le rôle du dialogue social dans la promotion d'une vision commune entre travailleurs, employeurs et gouvernements sur l'emploi et la compétitivité est aussi devenu de plus en plus important. C'est pour cette raison que le Département de la Gouvernance et du Tripartisme du BIT s'est engagé à apporter son appui, en particulier pour le développement des pactes sociaux sur l'emploi et la compétitivité au niveau national.

Le lancement du Livre blanc pour l'emploi en Afrique a été marqué par une [discussion de haut niveau](#) en 2016 sur la transformation de l'agriculture africaine afin de créer des opportunités pour les jeunes. Cette rencontre a pu compter sur le soutien de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP Maroc), du Secrétaire Général de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), de Coca-Cola et de la Commission de l'Union Africaine et elle s'est tenue en présence de plusieurs ministres africains du travail et d'ambassadeurs. Il a été conclu que l'agriculture en Afrique constitue le pilier de nombreuses économies et qu'il faut la transformer pour passer d'une agriculture de subsistance à une agro-industrie. Il a été établi que l'utilisation de technologies de pointe en information et communication (TIC) était une des manières d'attirer les jeunes africains vers l'agriculture en tant que métier.

Afin de soutenir la croissance et d'accélérer le rythme de la création d'emploi en Afrique, la Fondation a sollicité le soutien de la CNUCED dont le Secrétaire général, le Dr Mukhisa Kituyi, a été l'un des participants actifs qui a défendu le besoin d'accroître la capacité de production en Afrique et d'augmenter le commerce intra-africain qui se situe à moins de 13%. La Fondation a aussi reçu l'appui énergique de l'initiative « Des emplois pour les jeunes en Afrique » de la Banque Africaine de Développement.

Mise en œuvre du Livre blanc pour l'emploi en Afrique

La Fondation a reçu le ferme soutien de la Commission Européenne. Le sommet des partenaires sociaux qui s'est tenu à Tunis en décembre 2016 a été cofinancé par la Commission européenne. Il a été officiellement inauguré par le Premier Ministre de Tunisie, S.E.M. Youssef Chahed, et par les lauréats du Prix Nobel de la Paix Mme Wided Bouchamaoui d'UTICA et M. Houcine Abassi de l'UGTT qui ont plaidé en faveur du dialogue social comme moyen de relever le défi de l'emploi en Afrique. Cette rencontre a permis de développer des plans d'action nationaux autour de quatre thèmes principaux :

1. Une approche sectorielle à la création d'emploi, basée sur l'importance de l'agriculture, de l'énergie et des TIC ;
2. L'importance du dialogue social pour développer des politiques de l'emploi au niveau national et des pactes sociaux sur l'emploi et la compétitivité ;
3. L'importance du développement des PME, de l'entrepreneuriat et de l'économie sociale et solidaire pour construire des chaînes de valeur et un écosystème du secteur privé fort ;
4. L'importance du développement des compétences et de l'employabilité.

Le Sommet des partenaires sociaux à Tunis a identifié, entre autres, les nouvelles priorités suivantes :

- Intégrer la question de l'emploi dans les priorités et les plans d'action nationaux ;
- Résoudre la question de l'inadéquation des compétences entre la formation et les besoins des entreprises ;
- Promouvoir le développement des PME, l'entrepreneuriat, l'économie sociale et solidaire, en particulier dans les zones rurales et la formalisation de l'économie informelle ;
- Organiser des consultations au niveau sous régional avec les équipes d'appui technique au travail décent de l'OIT au Caire, à Pretoria, Dakar et Yaoundé ;
- Promouvoir les secteurs fortement créateurs d'emploi comme l'agriculture, en se basant sur les avantages compétitifs de chaque pays ;
- Promouvoir le dialogue social comme outil pour le développement des pactes sociaux sur l'emploi ;
- Construire des partenariats avec d'autres initiatives similaires telles que le Pacte Mondial pour l'emploi de l'OIT et l'Agenda Global pour l'Emploi (2003), l'Initiative « Des emplois pour les jeunes en Afrique » de la Banque Africaine de Développement, l'Objectif de développement durable numéro 8 des Nations Unies, la Déclaration de Ouagadougou +10 sur l'emploi et la réduction de la pauvreté de l'Union Africaine, la boîte à outils de l'OIT pour un environnement propice aux entreprises durables (EASE), les conclusions de la Réunion Régionale Africaine de l'OIT en 2015 reprises dans la Déclaration d'Addis Abeba, l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et la Stratégie de développement du secteur privé du Secrétariat ACP.

Les gouvernements africains ont demandé à la Commission de l'Union Africaine de mettre la Fondation *Jobs for Africa* à l'agenda de la prochaine réunion de la Commission du travail et des affaires sociales de l'Union Africaine qui se tiendra à Alger, Algérie, en avril 2017. La Confédération Générale des Entreprises Algériennes, l'Union Générale des Travailleurs Algériens et le Ministère du Travail d'Algérie ont accepté d'accueillir un sommet sur l'emploi et les compétences les 22 et 23 avril 2017.

La réunion sera organisée par la Fondation *Jobs for Africa*, en collaboration avec l'OIE, *Business Africa*, la CSI, la CSI-Afrique, l'OUSA, l'OIT, la Commission de l'Union Africaine, le Secrétariat ACP et la Commission européenne.

Résultats attendus:

Les objectifs et recommandations fixés par le Plan d'action global de la Fondation *Jobs for Africa*, développé par les partenaires sociaux à Tunis, sont partagés avec les délégués de l'Union Africaine en charge du travail et des affaires sociales qui adoptent une déclaration en faveur des priorités contenues dans le Plan.